

TARKETT

**Rapport spécial des commissaires aux comptes
sur les conventions et engagements réglementés**

**Assemblée générale d'approbation des comptes de
l'exercice clos le 31 décembre 2014**

KPMG AUDIT

MAZARS

TARKETT

Société anonyme au capital de 318 613 480 €
Siège Social : Tour initiale – 1, Terrasse Bellini
92919 Paris La Défense
RCS Nanterre : 352 849 327

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Assemblée générale d'approbation des comptes de
l'exercice clos le 31 décembre 2014

KPMG AUDIT

MAZARS

TARKETT

*Assemblée générale
d'approbation des
comptes de l'exercice clos
le 31 décembre 2014*

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-58 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement autorisés au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-86 du Code de commerce.

TARKETT

Assemblée générale
d'approbation des
comptes de l'exercice clos
le 31 décembre 2014

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DEJA APPROUVES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R.225-57 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Avec la Société Investissement Deconinck (« S.I.D. »)

Personnes concernées : Messieurs Bernard-André Deconinck, Didier Deconinck et Eric Deconinck, membres du Conseil de surveillance de Tarkett et actionnaires de la société S.I.D., qui détient plus de 10% des droits de votes de Tarkett.

▪ Convention de prestations de services

Cette convention, autorisée par votre Conseil de surveillance du 17 décembre 2013, prévoit que votre société fournisse à la S.I.D. des prestations juridiques, sociales et fiscales nécessaires à son activité.

Le contrat de prestation a été conclu pour un montant de 75 000 € HT au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

▪ Convention d'assistance et d'animation

Cette convention, autorisée par votre Conseil de surveillance du 9 octobre 2013, prévoit que la S.I.D., actionnaire à hauteur de 50,18% de Tarkett, fournisse une assistance dans la détermination de l'orientation stratégique de Tarkett et dans la prise de décisions importantes.

Le contrat de prestations a été conclu pour un montant de 500 000 € HT au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

TARKETT

*Assemblée générale
d'approbation des
comptes de l'exercice clos
le 31 décembre 2014*

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs sans exécution au cours de l'exercice écoulé

Par ailleurs, nous avons été informés de la poursuite des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, qui n'ont pas donné lieu à exécution au cours de l'exercice écoulé.

Avec Monsieur Michel Giannuzzi, Président du Directoire

▪ Prime de rétention

Lors de l'admission des actions de Tarkett aux négociations de NYSE Euronext Paris, le contrat de travail de Monsieur Michel Giannuzzi a été résilié pour ne conserver que son mandat social. Une prime de rétention d'un montant de 300 000 € lui sera versée au 1er novembre 2017 sous condition de présence à cette date. Cette convention a été autorisée par votre Conseil de surveillance du 27 septembre 2013.

▪ Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions

Monsieur Michel Giannuzzi bénéficie d'une indemnité de départ contrainte soumise aux conditions de performance définies ci-après, d'un montant égal à deux ans de rémunération brute fixe et variable perçue par Monsieur Michel Giannuzzi au cours des 12 mois précédant son départ au titre de son mandat de Président du Directoire (y compris, le cas échéant, au titre de son contrat de travail). En cas de cumul de l'application de l'indemnité de départ et de l'indemnité de non-concurrence décrite ci-dessous, le montant total perçu par Monsieur Michel Giannuzzi à ce titre sera plafonné à deux ans de rémunération brute fixe et variable perçue au cours des 12 mois précédant son départ au titre de son mandat de Président du Directoire (y compris, le cas échéant, au titre de son contrat de travail).

La performance est mesurée par le taux de réalisation des objectifs annuels définis par le Conseil de surveillance, sur proposition du comité des nominations et des rémunérations, et servant de calcul à la rémunération variable. Elle est équivalente à la moyenne de la performance réalisée par Monsieur Michel Giannuzzi sur les trois années civiles précédant son départ. Dans l'hypothèse où le départ interviendrait au cours des trois prochaines années civiles, la performance sera mesurée par le taux de réalisation des objectifs annuels servant au calcul de la part variable de sa rémunération de Président du Directoire et de sa rémunération en tant que salarié.

L'indemnité de départ est conditionnée à un taux de performance compris entre 50% et 100%, de sorte que si le taux de performance est inférieur à 50%, aucune indemnité ne sera due par la Société, et si le taux de performance est au moins égal à

TARKETT

*Assemblée générale
d'approbation des
comptes de l'exercice clos
le 31 décembre 2014*

100%, l'indemnité sera due dans son intégralité. Elle sera calculée strictement proportionnellement au montant du taux de performance.

L'indemnité de rupture sera due par la Société, sous condition de l'atteinte des conditions de performance, en cas de départ contraint, incluant notamment la conséquence d'un changement de contrôle ou d'un désaccord sur la stratégie, des fonctions de mandataire social, sur initiative du Conseil de surveillance, quelle que soit la forme de la cessation du mandat, sauf cas de faute grave ou faute lourde.

▪ Indemnités relatives à une clause de non-concurrence

Monsieur Michel Giannuzzi bénéficie d'une indemnité relative à une clause de non-concurrence dans le cadre de son mandat social.

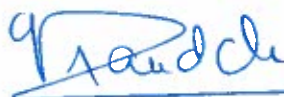
Monsieur Michel Giannuzzi percevra à ce titre une indemnité de non-concurrence égale à sa rémunération brute fixe et variable perçue au cours des 12 mois précédant le départ au titre de son mandat de Président du Directoire, payable en 24 mensualités tout au long de la durée de l'engagement de non-concurrence. Cette indemnité s'imputera sur l'indemnité de départ que Monsieur Michel Giannuzzi pourra percevoir de sorte que le montant total perçu au titre de son indemnité de départ et de non-concurrence n'excède pas deux ans de rémunération brute fixe et variable perçue au cours des 12 derniers mois précédant le départ. La Société se réserve le droit de renoncer au bénéfice de cette clause de non-concurrence.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014, aucun montant n'a été versé à Monsieur Michel Giannuzzi, au titre de l'une quelconque des trois conventions ci-dessus mentionnées.

Fait à Paris-La Défense, le 2 mars 2015

Les commissaires aux comptes,

KPMG AUDIT



Philippe GRANDCLERC

MAZARS



Juliette DECOUX



Eric SCHWALLER